

Front des luttes

Rendez-vous est pris avec les salariés en lutte, les militants syndicaux et associatifs

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 924

1^{er} décembre 2011

prix: 0,70 €

Bourses



Wauquiez met les étudiants à la diète ?

■ Sénat

Quant la chambre haute détricote les projets de la droite.

P 2

■ Législatives

Le 1^{er} décembre les communistes se prononceront sur l'accord du Front de gauche.

P 3

■ Education

Université, école, situations-critiques et appel à la mobilisation.

P 5

■ Culture

Penser l'avenir du PCF.

P 6

■ ANECR

ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉLUS
COMMUNISTES ET
RÉPUBLICAINS 

Après les rencontres nationales de Villejuif, l'engagement des élu(e)s communistes et républicain(e)s dans les campagnes 2012.

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

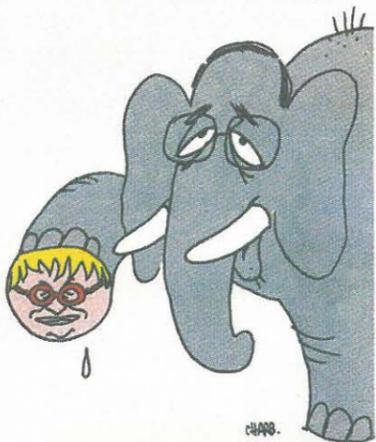
Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Avec une amie pareille...

OÙ EST EVA JOLY?



...On n'a pas besoin d'ennemis... Dans Le Monde Eva Joly ne s'est pas privée pour égratigner son ami François Hollande qui selon elle, baigne dans « la tambouille politicienne » ainsi que les socialistes qu'elle estime être des marionnettes. Pour enfoncer le clou, elle dénonce un accord PS-Vert qui ne la fait pas rêver. Heureusement, en fin d'interview l'ex-presque miss Norvège se veut rassurante et déclare savoir où sont ses adversaires ! On est rassuré parce que du côté de ses amis, ça devient très flou après la démission de Jadot de son poste de porte parole et les critiques de Cohn-Bendit et de Mamère.

Mamie Picsou

On ose espérer que contrairement à Jacques Chirac, Liliane Bettencourt ne souffre pas d'anosognosie ou de trouble de la mémoire en tout genre car le fisc vient de lui retrouver douze comptes bancaires planqués en Suisse et à Singapour le tout représentant la rondelette somme de 100 millions d'euros !!! Mamie Picsou est quitte pour verser plus de 70 millions d'euros aux impôts, trois fois rien pour elle !!!

La pluie et le beau temps

Moody's a du flair, Moody's a du nez, les menaces contre le triple A français se précisent puisque l'agence de notation constate une hausse du taux des obligations et une croissance économique en berne. Moody's a les crocs, par ses évaluations elle concoure petit à petit à accentuer les plans d'austérité et elle trouve pour cela des dirigeants bien disciplinés !!! L'agence déclare même que "Le modèle social français ne peut pas être financé si le potentiel de l'économie française n'est pas préservé" Exprimerait-elles des souhaits ?

Indécence

L'indécence n'a plus de limite, le moindre fait divers si dramatique soit-il est exploité de manière éhontée : Par les médias, mais aussi par les politiques et plus particulièrement ceux de droite. C'est coutumier chez Sarkozy, un fait divers entraîne une loi inutile et lui permet de stigmatiser le personnel judiciaire ou éducatif, c'était le cas lors de l'affaire Laetitia, ça l'est encore dans le drame de Chambon-sur-Lignon. Sarko joue les gros bras, promet à demi mot que grâce à lui il n'y aura plus jamais de récidive, indécence et choquant.

Point de vue

par Aymeric Seassau

Cette année, à cette date avancée, des dizaines de milliers d'étudiants n'ont toujours pas perçu leurs bourses depuis la rentrée. Les budgets des CROUS sont amputés, 14 universités sont mises sous tutelle des rectorats après avoir connu des problèmes budgétaires comme l'université de Nantes qui vient de voter un budget en déséquilibre de 4 millions d'euros. Pour le seul conseil régional, 125 millions d'euros dus ne seront pas engagés par l'Etat sur la période 2011/2014. **Le pouvoir de droite est en train d'asphyxier le pays sous les applaudissements du MEDEF, des institutions européennes et de la finance internationale.**

Face à la très grande gravité de la situation économique et sociale la riposte politique et sociale n'est à ce jour pas à la hauteur. Le contenu politiques des primaires socialistes et les tractations politiciennes de l'accord PS/EELV témoignent des faiblesses de la gauche. Il faudra desserrer l'étau du bipartisme instrumentalisant l'extrême droite comme garde fou et éviter les petites phrases inutiles qui nourrissent le venin des éditorialistes au service de l'ordre établi pour réussir en 2012. Nous le disons, nous le répétons : « Les idées au premier plan ! ». Serons-nous capables d'inverser la vapeur à gauche pour gagner une majorité nouvelle mettant en œuvre les politiques de relance sociale par lesquelles la France s'est toujours sortie des plus graves crises ? Voilà le défi dont veulent s'emparer les communistes et le Front de Gauche pour 2012.

Pour redonner du sens à la souveraineté populaire, il faut mettre notre offre à disposition de celles et

ceux qui aspirent au changement : militants associatifs, syndicaux, hommes et femmes de gauche quelle que soit leur sensibilité. En mettant en débat notre programme, « L'Humain d'abord », en proposant des lieux d'élaboration collective avec les assemblées citoyennes, en favorisant l'engagement dans le Front des Luttes pour lequel nous voulons franchir une étape nouvelle avec Didier le Reste le 7 Décembre, nous disposons



des outils nécessaires et d'une méthode de travail.

Les discussions avec les partenaires du Front de Gauche n'auront pas été de tout repos ces derniers mois mais nous disposons aujourd'hui d'un accord rassembleur soumis actuellement au vote des adhérents communistes.

Dès lors, nous avons toutes les cartes en mains pour aborder les échéances 2012 avec ambition. Pour réussir, l'engagement des communistes comptera pour beaucoup pour permettre l'intervention populaire et rassembler à gauche sur un contenu transformateur. La droite de Sarkozy ne retient pas ses coups et peut marquer des points en jouant sur le désespoir mais dans le même temps, nous l'observons, le scandale de l'argent roi s'affiche sous un jour nouveau et permet une disponibilité accrue chez bon nombre de salariés et de familles populaires. Partons à leur rencontre.

« Le pouvoir de droite est en train d'asphyxier le pays »

■ Sénat : une barrière de protection face aux politiques réactionnaires de la droite

Après seulement deux mois de mandat, les sénateurs de gauche montrent toute leur utilité pour s'opposer aux politiques concoctées par l'UMP et Nicolas Sarkozy.

Même si la chambre haute n'a pas le dernier mot sur les lois qui, au final, seront entérinées par l'assemblée nationale, la majorité de gauche s'échine à mettre en pièce les projets portés par l'UMP.

Parmi ce que l'on peut mettre au crédit des sénateurs de gauche il y a en premier lieu l'annulation d'un article essen-

tiel de la loi sur la réforme des collectivités locales à savoir, l'article sur la création du conseiller territorial. Une première victoire qui elle-même est à l'origine de la victoire de la gauche en septembre dernier. En effet, c'est aussi grâce au rejet de nombre de grands électeurs de la réforme territoriale (toutes couleurs politiques confondues) que le Sénat a pu basculer à gauche.

Depuis la majorité sénatoriale ne cesse de passer au crible les projets de lois antisociaux portés par la droite.

Ainsi, dernièrement, pour le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) la gauche a voté une taxe sur les retraites chapeau, sur les stocks option et les bonus des traders. Elle a supprimé



l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires, supprimé le doublement de la taxation sur les contrats des complémentaires, taxé l'intéressement et la participation, revalorisé les prestations sociales au premier janvier...

C'est d'ailleurs toutes ces avancées sénatoriales que les députés UMP sont entrain de retricotter en maille serrées afin de revenir au projet initial qu'ils portaient.

Les sénateurs et sénatrices de gauche par les amendements qu'ils prennent mettent le doigt sur ce qui fait la politique de l'UMP : des cadeaux aux français et entreprises les plus riches sans aucunes contreparties aux plus modestes. Un travail d'opposition salvateur dans cette période de crise où le pouvoir n'a de cesse de culpabiliser les français qui seraient responsables par leur gourmandise, de la crise de la dette.

De vous à moi...

Sarkozy, l'homme au Karcher contre les habitants des banlieues, celui pour qui les africains ne seraient pas encore entrés dans l'histoire, celui du discours de Grenoble. Sarkozy le président qui s'est doté d'un Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire (sic). Sarkozy l'homme politique de droite qui discourt à l'encontre des 35 heures, celui qui repousse l'âge de départ à la retraite qui casse la sécurité sociale, notre système

de Santé, le droit du travail. Sarkozy, l'ami des riches, l'homme à la Rolex. Sarkozy le sécuritaire, le réactionnaire, le destructeur de notre système social, de notre université. Sarkozy le monsieur austérité, Sarkozy le père la rigueur, l'ami des puissants. **Ce Sarkozy là, ce président UMP, serait selon ses dires, aujourd'hui, le défenseur du programme national de la résistance. Héritage qu'il s'acharne pourtant à détruire. Il y a de quoi s'étrangler !**

« Mon devoir -a-t-il osé- est d'en être le protecteur ». Cet homme, c'est au moins une certitude, ne manque d'aucun culot !!!

Pour lui, se sont même ses adversaires politiques qui sont les premiers responsables de la trahison du programme du CNR. Ce président ne doute vraiment de rien et n'est pas à une manipulation près.

Sarkozy, c'est vraiment l'homme indigne contre lequel nous devons nous indigner !!!

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

L'homme qui murmurait à l'oreille de François Hollande

Cette fois il semble bien que le député maire de Nantes ait parié sur le bon cheval puisqu'il devient le conseiller spécial du Candidat PS aux élections présidentielles. Le président du groupe PS à l'assemblée se révérait-il une autre carrière nationale ?

Un chevalier met les régions au pas

Franck Louvrier, un autre homme qui murmure mais à l'oreille de Sarkozy, vient d'être intronisé, et c'est important de le savoir : Chevalier Bretvin, une confrérie du Muscadet. Est-ce l'abus du dit breuvage toujours est-il que le conseiller en communication de Sarkozy s'en prend aux régions dirigées par la gauche qu'il juge moins vertueuses que le gouvernement. Il reproche notamment l'embauche de fonctionnaires et les budgets communication. Soit, qu'il nous rappelle le coût de la com' et des sondages de l'Elysée et qu'il nous dresse le bilan objectif d'une fonction publique qui fait autant, voir plus avec moins de moyens !!!

Enfin

Douze ans après le naufrage de l'Erika toutes les communes vont enfin être dédommagées, souhaitons que cette catastrophe ait pu servir en terme de sécurité.

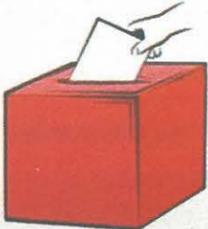
Violence

Depuis quelques semaines, les quartiers Nantais sont en ébullition. Des actes extrêmement graves et répréhensibles s'y sont produits. Déjà lors de l'incendie de la maison de l'emploi aux Dervallières les élus communistes nantais avaient dénoncé un acte inacceptable que rien ne peut justifier appelant citoyens et institutions à travailler ensemble.

Législatives : la consultation des communistes

Alors que la situation économique et sociale dans laquelle se trouve notre pays est plus dramatique que jamais, que la droite profite de cette période pour imposer des choix de nature fort réactionnaire et à même de ne rassurer que le Médef et sa clique, les français s'interrogent. 2012 peu représenter l'occasion d'un réel changement, pour autant rien est encore gagné et les mauvais coups n'ont pas fini de tomber d'ici à avril prochain. C'est dans ce contexte que le 1er décembre les communistes auront à se prononcer sur l'accord du Front de Gauche en Loire-Atlantique et à désigner les candidats présentés par le PCF.

Après l'accord national signé en septembre, la question des suppléances était dévolue aux fédérations. Un accord départemental a été trouvé entre les partenaires du Front de gauche et de concert avec les Cellules et les sections. Cet accord est le suivant :
-1^{ère} circonscription : Aymeric Seassau, PCF avec pour suppléante Nathalie Blin, syndicaliste
-2^{ème} circonscription : Candidat PG et suppléant GU.
-3^{ème} circonscription :



Marie Annick Benâtre, PCF avec pour Suppléant Robin Salecroix, PCF
-4^{ème} circonscription : Mireille Pernot, PCF avec un suppléant GU.
-5^{ème} Circonscription : Candidat et suppléant PG
-6^{ème} circonscription : candidat PG et Jean-Luc Plumelet, PCF, comme suppléant
-7^{ème} circonscription : Véronique Mahé, PCF, avec un suppléant PG
-8^{ème} circonscription : Yvon Renovot et Sabine Mahé tout deux PCF
-9^{ème} circonscription : Gauthier Lorthiois, PCF et Chloé Paint, étudiante et salariée
-10^{ème} circonscription : Pédro Maia, PCF, avec un suppléant GU

Bureaux de Vote

Un premier bureau de vote a été ouvert à Trignac le 29 novembre dernier.

Nantes :

Le premier décembre :

A la Fédération, 41 rue des olivettes de 09h à 12h30 et de 14h à 18h

Siège de la section, 22 rue des hauts pavés de 10h à 12h30 et de 14h à 18h

St-Nazaire :

Le premier décembre :

Siège de la Section, 18 rue des halles de 16h à 18h

Le PCF 44 reçoit une délégation du Parti Communiste Portugais

Le 22 novembre dernier une délégation du Parti communiste Portugais était reçue par la fédération du PCF de Loire-Atlantique.

Cette rencontre a permis un échange durant lequel les homologues portugais ont dressé un bilan de la situation dans leur pays, qui toute proportion gardée présente des similitudes avec la notre.

Rosa Rabiais déléguée du comité central du PCP en charge des communautés portugaises a fait remarquer que son pays connaît sa période la plus difficile depuis la révolution de 74. Les acquis sociaux issus de cette période sont désormais remis en cause avec comme argument le fait qu'ils soient à l'origine de la situation actuelle. Cela se traduit par des suppressions de postes dans la fonction publique, des salaires étendus

sur 13 mois et non 14 comme initialement, le gel des retraites et des salaires, la diminution des indemnités chômage, plus de facilité pour licencier, 28 millions d'euros en moins pour les dépenses sociales... **Ce que le PCP qualifie de véritable pacte d'agression.**

Et, comme ci cela n'était pas suffisant d'autres mesures sont annoncées **parmi lesquelles 30 minutes de travail supplémentaires non payé par jour.**

Le 24 novembre a d'ailleurs été l'occasion pour les portugais de manifester leur indignation contre le budget de rigueur qui sera proposé en contrepartie d'une aide de 78 milliards d'euros dont 12 pour recapitaliser les banques !!!

Le PCP quant à lui appelle à un sursaut populaire, **il s'inquiète de la mainmise des instances internationales sur le pays** et ce, 40 après la dictature et propose pour sortir de la crise d'augmenter les salaires et les pensions, de relancer la production nationale et de renégocier la dette...



La résolution adoptée par le conseil départemental

Changer à gauche pour changer en France : L'Humain d'abord !

La crise systémique du capitalisme entre dans une phase nouvelle, les spéculateurs s'attaquent aux dettes souveraines des Etats et les grandes puissances accentuent le recours à la guerre et à la violence pour protéger les intérêts privés et ceux des multinationales. En France, Sarkozy et Fillon profitent de la gravité de la situation pour franchir une étape supplémentaire de leur politique de casse sociale avec une succession de plans de rigueur et d'austérité soutenus par les institutions financières internationales.

Cela ne peut plus durer, il faut changer la donne !

Il y a urgence à inverser le rapport de force politique et social en portant au pouvoir en 2012 une majorité de gauche déterminée à reprendre la main sur les marchés financiers pour imposer des politiques économiques et sociales répondant aux aspirations populaires.

Voilà l'ambition des communistes avec le Front de Gauche en 2012, avec le programme l'Humain D'Abord, avec le candidat commun à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon et avec des candidat(e)s du Front de Gauche dans toutes les circonscriptions pour les législatives

Cela nécessite de réunir 3 conditions essentielles :

- Rassembler les communistes dans une campagne où ils sont pleinement acteurs, où leur identité, leur engagement et la visibilité du Parti communiste soient pleins et entiers.

- Etre les artisans résolus de la défaite de la droite en s'adressant à toute la gauche, en portant le débat sur le fond et sur les contenus de ce que devra porter la future majorité de gauche.

- Gagner la bataille de l'appropriation populaire du Front de Gauche, bien au-delà des 3 organisations (PCF, PG et GU) pour permettre à toutes celles et tous ceux qui aspirent au changement de faire irruption dans le débat politique.

Les communistes travaillent depuis de nombreux mois en Loire-

Atlantique comme dans toute la France à la construction du programme du Front de Gauche l'Humain d'Abord et à la réussite de l'accord national des organisations du Front de Gauche, pour une campagne efficace rassembleuse et dynamique aux présidentielle et législatives.

La campagne doit désormais prendre une dimension nouvelle en permettant l'engagement de tous les communistes pour s'adresser à celles et ceux qui subissent la politique de la droite et du MEDEF.

Le conseil départemental appelle les communistes de Loire-Atlantique :

- A s'engager massivement dans les campagnes présidentielles et législatives 2012 en donnant la primeur à la bataille d'idées avec pour premier outil la diffusion du programme **l'Humain d'abord.**

- A créer les conditions de la réussite de l'élargissement du Front de gauche en organisant des **assemblées citoyennes** décentralisées largement ouvertes et en proposant aux salariés, aux militants (syndicalistes, associatifs...) de **s'engager dans le Front des luttes** initié par **Didier Le Reste et Marie-George Buffet.**

- A contribuer avec ambition à ce que Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche désigné par les communistes après consultation des adhérents en Juin, réussisse le meilleur résultat possible pour faire bouger les lignes à gauche.

- A se prononcer en faveur de la proposition d'accord départemental du Front de Gauche en Loire-Atlantique (Titulaires : 7 présentés par le PCF, 3 par le PG. Suppléant(e)s : 5 présentés par le PCF, 3 par la GU, 2 par le PG) ainsi que des candidat(e)s communistes et d'ouverture proposés par le conseil départemental. L'accord national laissait apparaître une difficulté sur la 4^{ème} circonscription et demandait à ce que les suppléances soient déterminées localement. Le présent accord permet de résoudre les difficultés et d'engager les trois organisations dans la campagne (bulletin de vote ci-joint)

- A faire des campagnes de 2012 un moment fort d'expression, de renforcement du PCF et de développement de la diffusion de l'humanité quotidienne et de l'Humanité dimanche.

Le dossier.

2012 / En campagne

Les fronts des luttes

■ Permettre l'intervention citoyenne

Pour battre Sarkozy et construire une victoire solide à gauche, nous voulons faire des campagnes présidentielles et législatives du FDG le moyen de lever un élan de mobilisation populaire de plus en plus conscient des choix de gauche à imposer à une nouvelle majorité de gauche. Il nous faut reprendre la main sur les débats avec les citoyens. Pour nous y aider, une boîte à outils est à notre disposition : en premier lieu le programme du Front de Gauche « L'humain d'abord ! » à diffuser largement autour de nous. Il présente les grandes lignes dont nous voulons débattre pour éclairer le choix que chaque citoyen aura à faire en 2012. Ensuite, les **assemblées citoyennes** ouvertes à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent pour compléter le programme, le renforcer et le traduire en mesures législatives. Puis, les **Fronts de luttes** qui s'adressent plus particulièrement aux différents réseaux en luttes ; comme pour la santé ou l'emploi, chez les cheminots, les enseignants ou les hospitaliers...mais toujours avec la même volonté :

construire avec eux des espaces de débat et de confrontation pour une alternative durable.

Luttes sociales, écologiques, démocratiques et politiques sont totalement liées.

Lors du rassemblement du 11 octobre à Nantes, des militants se sont saisis de cet appel et ont recueilli plus de 200 engagements. Ce résultat montre une certaine pertinence de cette démarche, elle **accompagne bien notre présence dans les luttes et prolonge ce moment de luttes en moment de construction politique**. Nous continuons ce lien en les informant régulièrement des initiatives du FDG dans notre département. C'est une offre politique qui peut répondre à cette volonté de dire son mot, à cette recherche de solutions durables à leur problème, qui peut contribuer à montrer l'utilité de ce FDG dans le rassemblement et l'action citoyenne pour une alternative crédible. La journée d'actions intersyndicale du 13 décembre

peut nous permettre d'élargir ce front des luttes. Chacun-e d'entre nous engagé-e dans différents collectifs comme celui des enfants étrangers, du logement, de la jeunesse, dans votre propre syndicat ou autre peut contribuer à son élargissement. **Le 7 décembre à 16h30 à la fédération du PCF, salariés en lutte, militants syndicaux ou associatifs seront invités au lancement du Front des Luttes dans le département et à un rassemblement devant le MEDEF à 18h30 avec la participation de Didier Le Reste co-animateur au niveau national de ce réseau.**

Pour une dynamique populaire du Front de gauche engageons nos énergies citoyennes dans le

« FRONT DES LUTTES »

Après le lancement du Front de gauche, il nous faut maintenant construire une alternative crédible et accessible. Le Front de gauche est un mouvement politique qui vise à rassembler toutes les forces de gauche et à proposer une alternative crédible et accessible. Le Front de gauche est un mouvement politique qui vise à rassembler toutes les forces de gauche et à proposer une alternative crédible et accessible.

NOM	Prénoms	Adresse	Mail	Parti

FRONT DES LUTTES

Ils ont dit

■ Un réseau de mise en mouvement des acteurs du monde du travail

Q : Vous êtes sollicité dans le cadre du Front de gauche pour participer à la création d'un «Front des luttes». De quoi s'agit-il ?

Didier Le Reste. **Ce front n'est pas quelque chose qui se substituerait ou s'adosserait aux syndicats**, mais un réseau de mise en mouvement des militants syndicaux, associatifs impliqués dans les résistances, les luttes sociales et sociétales et les combats démocratiques. **Il ne s'agit pas de s'en tenir aux appels de syndicalistes à voter pour la gauche, mais de donner des prolongements concrets dans la campagne du Front de gauche à l'action de ces militants syndicaux**, en créant dans les entreprises des assemblées citoyennes et des collectifs Front de gauche. Un appel va être lancé en ce sens à la Fête de l'Humanité. La démarche du Front de gauche est de fédérer, rassembler, débattre, élargir le rapport de forces, pour convaincre de la nécessité de se mobiliser, et de l'utilité du vote en faveur du Front de gauche. Ça ne peut pas se jouer entre : d'un côté l'UMP et le PS et de l'autre le FN dont il faut démasquer l'imposture sociale.

Q : Est-ce à dire que la gauche manque d'ambition, aujourd'hui ?

DLR. **La démarche du Front de gauche n'est pas d'accompagner ou d'aménager le système en crise**. Nous avons besoin de propositions en rupture beaucoup plus nettes que celles, par exemple, du projet socialiste. Pour cela, le Front de gauche doit mettre en débat des propositions qui articulent à la fois radicalité et responsabilité, c'est-à-

dire des propositions dont on démontre qu'elles sont ambitieuses, faisables, crédibles et accessibles. **L'idée est de crédibiliser la démarche du Front de gauche, mais aussi de peser dans la gauche**. Par exemple, notre responsabilité n'est pas d'éviter la question de la dette publique, mais de démontrer que son accroissement n'est pas lié à la dépense sociale, et que la solution n'est pas la règle d'or, dont le principe a été majoritairement rejeté par les Français en 2005. Autre exemple, la crise du système capitaliste a suscité un besoin de plus de solidarité et donc de plus de services publics. Le Front de gauche doit reposer la question de la renationalisation des grands services publics, avec un autre type de gouvernance, des moyens et des pouvoirs nouveaux pour les citoyens, les salariés, les associations d'usagers.

Q : L'absence d'une alternative claire et partagée à gauche, comme on l'a vu durant le mouvement des retraites, n'est-elle pas un obstacle pour gagner ?

DLR. On ne peut pas éluder le fait qu'après sept mois de mobilisation en 2010, la bataille de l'opinion publique sur les retraites a certes été gagnée mais la réforme est passée. Pour autant, ce mouvement inédit a soulevé de nombreuses questions politiques, comme la nécessité de repenser le contenu du travail, ses finalités, mais encore le dialogue social, la notion de dignité au travail, la répartition des richesses... **Au regard de l'aiguinement de la crise et de ses conséquences, on constate une volonté de rechercher des issues, ce qui conduit à un regain d'intérêt vis-à-vis de ce qui naît de neuf à gauche et notamment du Front de gauche.**

Q : Le Front de gauche a lancé son programme partagé, «l'Humain d'abord». Les salariés y trouve-

ront-ils des réponses à leurs préoccupations ? **DLR. Ce programme n'est pas livré tout ficelé, il a vocation à être débattu et amélioré**. Mais, d'ores et déjà, les salariés, les syndicalistes, y trouveront des arguments et des réponses sur le pouvoir d'achat et les salaires, la protection sociale, les retraites, la fiscalité, l'écologie, les services publics, la construction européenne. Le Front des luttes doit contribuer à bonifier ce programme. Je souhaite qu'à un moment de la campagne, on extraie de ce programme quelques idées-forces qui fédèrent le monde du travail. Montrer de quelle manière nos réponses se distinguent en proposant une politique en rupture, non pas de façon incantatoire, mais toujours avec ce même esprit de responsabilité pour crédibiliser notre programme. Pour chaque proposition, il faut que nous expliquions comment nous comptons la financer. **La gauche ne peut pas satisfaire tout le monde : les marchés financiers, le grand patronat et le monde du travail. Il faut donc dire où et à qui nous comptons prendre l'argent pour financer notre politique.**

Entretien réalisé par Sébastien Crépel pour le journal l'Humanité



■ Pour des valeurs de gauche !

Il s'agit pour moi d'une continuité d'un engagement syndical de plus de 25 ans. Ensuite, c'est avant tout une adhésion au PCF avant le Front de gauche. Les raisons de mon engagement à ce parti, - et ce dans le désordre car c'est un tout - la défense du service public pour tous, le combat des inégalités sociales et pour une Europe sociale non soumise à la loi des marchés... étaient renforcées parce que le respect de la démocratie y était prépondérant. Essayer d'être dignes de mes aînés, notamment ceux du CNR qui ont créé la Sécurité Sociale, que les dirigeants actuels sont en train de "détricoter" continuellement, a toujours été le

moteur de mon engagement syndical et politique. Au vu de l'actualité récente, faire comprendre que les fraudeurs sociaux ne sont pas ceux que l'on croit est pour moi essentiel. Enfin, je doute que le PS fasse quoique ce soit pour rétablir ce que l'UMP est en train de casser. **Aussi, pour moi, les véritables Valeurs de Gauche ne peuvent être défendues que par le PCF au sein du Front de gauche.**

Loïc CHAILLEUX, militant syndical à France Télécom, élu à Vallet.



■ Programme clair !

Depuis l'arrivée de la droite au pouvoir, les salariés du privé comme du public ne cessent de payer une crise qui n'ait pas la leur.

Aujourd'hui, tout est axé sur les marchés financiers avec la complicité des gouvernements européens et du patronat. **Seul le Front de Gauche propose un programme clair et proche des préoccupations des salariés.** Faire payer les riches et taxer les marchés financiers est le seul moyen pour que les salariés puissent vivre de leur travail avec des salaires décents. Depuis l'arrivée de Sarkozy, au

pouvoir je ne vois que destruction d'emplois, casse du service public, délocalisation.... Mais dans le même temps, je

constate qu'une minorité s'enrichit sur le dos de millions de salariés. Cela ne peut plus durer!! Il est temps que notre peuple se lève et qu'il choisisse son avenir et non pas pour qu'il soit dicté par les marchés financiers.



Corinne PACAUD Militante syndicaliste Mairie de Nantes

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

A NE PAS RATER

Dans le cadre de son 37^e congrès, le **Syndicat de la Médecine Générale nous invite à débattre** à la Manufacture de Nantes (Salles du 2^e étage, accès libre et gratuit) : **Vendredi 2 décembre : 16 h 30 - 18 heures, avec Gérard Filoche**, à partir de son expérience d'inspecteur du travail : comment l'évaluation individuelle et le paiement sur objectifs modifient-ils le travail ? **Vendredi 2 décembre : 21 heures, avec Noëlle Lasne, médecin du travail** : entre recul des droits, discrimination et soins contraints, Quel choix pour le patient ? Quelles résistances ? **Samedi 3 décembre 11H à 12 H 15, avec Corinne Provost, militante CGT, animatrice du collectif Egalité-Mixité** lieu d'accueil des salariés en souffrance au travail, co-auteur du film Harcèlement public : Impact de l'organisation du travail sur la santé des travailleurs. Quelles résistances ?

Les Media jouent sur les pleurs et les peurs

Dans un communiqué du 22 novembre, le Syndicat National des Journalistes dénonce la dérive sensationnaliste des journaux télévisés, dans leur traitement du fait divers survenu au Chambon sur Lignon, faisant du « sang à la une ». Audimat oblige, mais pas seulement. On remarquera que ce matraquage honteux qui joue sur les peurs et les douleurs, a été utilisé avec avidité par Sarkozy et son entourage pour s'en prendre une nouvelle fois à la magistrature, aux psychiatres, et plaider pour la politique « sécuritaire ». Fait sans précédent, une réunion interministérielle a été convoquée ce lundi. En pleine crise économique et financière, s'il doit se réunir après chaque fait divers, il devra bientôt siéger en permanence, laissant aux agences de notation et aux fonds d'investissement la gouvernance du pays... Cette dérive médiatique est pour le SNJ-CGT d'une gravité extrême niant le rôle social du journaliste et la hiérarchisation de l'information. Il faut imposer aux directions une véritable hiérarchie de l'information, plutôt que de rejoindre le camp de la « psychose » de Sarkozy. Les journalistes doivent entrer en résistance.

Bébés sans eau

La Maison de la Naissance vient de le confirmer : **la piscine de la clinique sera remplacée en 2012 par un service de chimiothérapie !** C'est la fin de la préparation à la naissance en piscine au plus près du lieu d'accouchement, la fin des séances post-natales en piscine au sein de la maternité. C'est aussi la fin de ces soins proposés dans le cadre de la prise en charge de l'obésité à la clinique. Après l'augmentation d'activité imposée (+ 320 naissances par an d'ici 2012), c'est **une nouvelle atteinte grave à la qualité de l'accompagnement** des parents et nouveaux nés à La Maison de la Naissance de Nantes ! L'association Sauvons La Maison de la Naissance continue à mobiliser pour défendre la qualité de l'accompagnement des parents et des nouveau-nés. Elle appelle à écrire pour protester auprès de la clinique et de l'ARS (olivier.bossard@mia.fr, marie-sophie.desaulle@sante.gouv.fr, ars-pdl-contact@ars.Sante.fr)

Soutien aux Dockers

Le groupe GUE/NGL déclare son soutien et sa solidarité à la lutte des dockers et à la grève que le Conseil international des dockers (IDC) a lancée dans tous ports d'Europe le 23 Novembre. « Nous nous opposons à la vente de l'infrastructure portuaire, construite avec des fonds publics, à des groupes internationaux économiques et les spéculateurs que les gouvernements des différents pays européens veulent imposer. Nous nous opposons à la privatisation des secteurs productifs et à la vente des actifs publics, cible des forces néolibérales. »

Université - No future ?



Front de lutte dans l'éducation : contre la politique de classe du gouvernement ! Tandis que l'austérité fait la une et annonce des temps durs pour le peuple, le gouvernement prend les devants, mettant tout en œuvre pour liquider l'enseignement supérieur. Les chiffres sont tombés : le budget alloué par l'Etat aux universités est en baisse de 20% sur l'académie de Nantes, qui a voté un budget en déficit de 4 millions d'euro. **Il y aura des conséquences directes sur les étudiants.** L'application concrète en Loire Atlantique des coupes budgétaires, c'est la direction de l'Institut Universitaire Technologique qui annonce le licenciement des vacataires, la diminution des heures de cours et des capacités d'accueil... et que « le triplement des frais d'inscription à court terme n'est plus tabou » ! Il manque des millions d'euro dans les caisses de l'université devenue autonome financièrement à cause de la LRU et des lois Pécresse. A la Bibliothèque Universitaire, il n'y aura aucun nouveau livre ou périodique en 2012. Plus grave encore, l'Etat asphyxie **le CROUS qui ne pourra peut-être pas payer les bourses du mois de décembre** pour les 665 100 étudiants boursiers. L'hiver s'annonce rude pour la jeunesse. Au bout de 5 ans de mandat de Sarkozy qui avait fait de l'Enseignement Supérieur sa « priorité absolue », nous pouvons admirer le résultat : plus de la moitié des Universités sont aujourd'hui en faillite, et c'est maintenant le tour des CROUS. Les paiements n'ont toujours pas été effectués tout simplement parce que le CROUS ne dispose pas des fonds nécessaires. Il lui manque 30 millions pour le mois de novembre, 80 millions pour le mois de décembre. La seule année où le Ministre de l'Enseignement Supérieur promet un 10e mois de bourse, ce sont l'ensemble des bourses qui sont menacées ! Le capitalisme en crise n'assume plus la formation de ses travailleurs. Contre la pression du capital sur le travail, un autre monde est possible !

Marc BERLAND

L'école en appelle à tous

FSU, FCPE, UNSA-Education, SGEN-CFDT, CGT-Educ'action communiquent : « Les parlementaires viennent, sans surprise, de voter le budget 2012 durant le mois de Novembre ! Cet événement amène les organisations signataires de cet appel à faire du mois de Décembre un temps fort d'action locale et départementale en Loire Atlantique. Cette mobilisation est destinée à informer, débattre et échanger largement sur les dangers qui pèsent sur l'Ecole, à préparer les mobilisations de 2012, dans le cadre de la campagne électorale présidentielle, à rappeler, une fois encore, à nos élus (présents et futurs) que la jeunesse et l'Education doivent être au cœur de leurs réflexions et décisions. Pour cela, ils doivent prendre les décisions budgétaires et politiques qui permettent enfin à tous les jeunes d'accéder à la réussite scolaire, professionnelle et personnelle, à tous les parents de les accompagner dans leur parcours et à tous les personnels de pouvoir enfin faire leur métier en toute sérénité avec la formation et les moyens néces-

saires à la prise en charge de tous les enfants sans exception ! Parlementaires et présidents de la République, présent et futur, doivent enfin entendre la souffrance et la colère des acteurs et usagers du monde éducatif : personnels, parents, élèves et étudiants ! **Les organisations signataires appellent :**

A organiser, durant la semaine du 5 au 9 Décembre des rencontres dans toutes les écoles, Collèges, lycées d'enseignement général et professionnel, à l'université avec tous les acteurs concernés : élèves, étudiants, parents, personnels (enseignants, direction, administratifs, médico-sociaux etc.), associations partenaires de l'Ecole, élus locaux...

Lors de ces réunions, sera rédigé un document relevant UNE problématique locale retenue par les partenaires et la proposition d'UNE action forte la concernant, document qui sera adressé aux structures organisatrices.

A un moment fort le samedi 10 Décembre avec une action commune restant à définir, en fonction des propositions émises.

Laurons l'école
PUBLIQUE

Libéralisation du rail : ils s'acharnent

Avec le 4^e paquet ferroviaire, le Parlement européen poursuit la libéralisation et de la privatisation du secteur ferroviaire. Au menu, la séparation des entreprises entre "gestionnaires de réseaux" et "opérateurs de transport", le renforcement de la compétitivité et l'harmonisation des régimes sociaux. Les syndicalistes ont pointé du doigt les conséquences désastreuses de ces choix. La quasi-totalité des socialistes européens (à trois exceptions près) a approuvé ce nouveau pas vers la casse des services publics ferroviaires. Les Verts français se sont courageusement abstenus. Le groupe GUE/NGL a voté

contre ce texte. Jacky HENIN relève que les résultats des précédents paquets ferroviaires sont accablants: Le fret, laissant progresser le transport routier qui émet des millions de tonnes de CO2. Les infrastructures périssent faute de financement. Dans une concurrence absurde avec l'avion, on privilégie la grande vitesse au détriment du cadencement local et de l'effet réseau régional, on va toujours plus loin dans la désintégration des entreprises ferroviaires. C'est contre productif et très dangereux pour la sécurité. Cela fait fi de décennies de cultures techniques cheminotes. Il faut

au contraire, reconstruire des entreprises ferroviaires nationales publiques, intégrées, allant des infrastructures jusqu'à la définition des matériels, en passant par les secteurs voyageurs et frets, ainsi que la recherche-développement. Et à partir de là, pourrait se construire un pôle public ferroviaire européen, dont

le financement des grandes infrastructures serait assuré par la Banque d'investissement européenne. Ce pôle serait sous contrôle d'une agence européenne animée par le Parlement européen et les parlements nationaux, avec participation des syndicats de cheminots et des associations d'usagers.



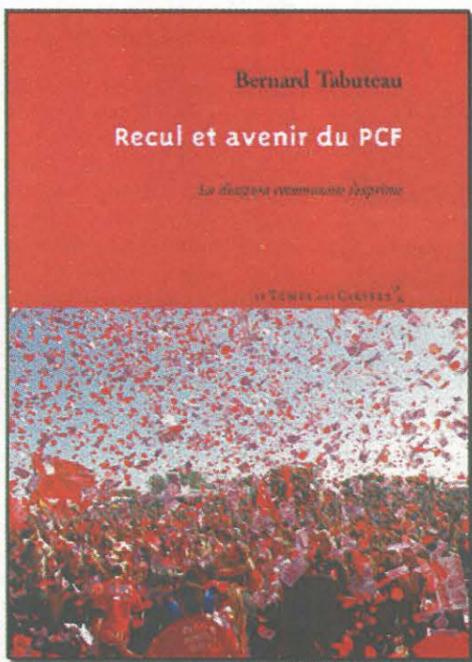
Evènements, culture, idées.

"Recul et avenir du PCF"

Un essai nourri d'entretiens approfondis avec des communistes

Ce livre d'essai et d'entretiens, est publié aux Editions du Temps des Cerises, avec le concours de la Fondation Gabriel Péri. Entre 2005 et 2007, 37 militant(e)s, avec divers niveaux d'implication et de responsabilités, « se sont livrés avec beaucoup d'honnêteté et de conviction à l'exercice difficile de l'entretien ». Soulignant que « l'histoire du PCF a été le fait de militants demeurés fidèles à ce parti et de militants, nombreux, qui l'ont quitté », l'utilisation du terme de "diaspora" paraît à l'auteur de nature à rendre compte de cet état de fait. Mais une "diaspora" étant une « dispersion [...] à travers le monde » [Robert], le PCF serait-il donc devenu à ce point étranger dans son propre pays ? La restitution organisée et commentée de ces entretiens, enregistrés et largement retranscrits, fournit, il est vrai, « un aperçu très riche des représentations de la diaspora sur les raisons du recul du PCF, les mutations engagées, ses chances de succès et, au-delà, sur les perspectives d'un nouvel horizon politique dépassant le capitalisme, le rôle que pourrait y jouer

le PCF ». Selon les regroupements opérés dans le livre, quatre grands thèmes se conjuguent,



s'entrecroisent, interagissent pour expliquer le recul du PCF : l'attachement maintenu à l'Union soviétique et, pendant longtemps, à son modèle de socialisme « qui paralyse l'émergence d'une réflexion propre » ; la conception du parti et son mode d'organisation « qui pèsent sur la circulation des idées » ; la stratégie politique d'union de la gauche « qui se retourne contre son principal promoteur » ; et le « décalage progressif qui se creuse avec l'évolution de la société française ».

Chacun de ces quatre grands thèmes fait l'objet d'une partie distincte de l'ouvrage s'articulant en deux chapitres. Le premier resitue le contexte : il retrace à grands traits l'évolution de la société française, celle de la vie politique, la spécificité de l'organisation politique qu'a constitué le PCF, les principales étapes de la construction de la société socialiste en URSS et les problèmes rencontrés. Chaque fois, les prises de position officielles du PCF – tirées des documents de congrès – viennent compléter ces rappels contextuels. Une plongée profonde qui fait la part belle aux larges citations des entretiens, dont l'anonymat des interviewé(e)s est un secret de polichinelle : quand il s'agit d'une « Employée puis permanente, PCF, secrétaire nationale, ex-Ministre, députée », dont les initiales sont M.G.-B., ou encore de J.Ra. « journaliste (retraité), ex-comité-

central, ex-Ministre, ex-député-sénateur », tout le monde voit immédiatement de qui il peut s'agir. Au total, ce livre traite bien davantage du "recul du PCF" que de son "avenir". Compte tenu de la date des entretiens, cet avenir y est davantage évoqué par la référence à l'altermondialisme que par celle à un Front de Gauche encore dans les limbes. Ainsi l'auteur, dans sa conclusion, estime-t-il que « le champ des alternatives et des recompositions "à la gauche de la gauche" reste largement ouvert dans un contexte nouveau marqué à la fois par une crise financière et économique majeure et par les limites des réponses sociale-démocrates. Et si, hier, c'est une articulation particulière d'événements, d'évolutions, de prises de positions, de réponses organisationnelles qui a produit le recul du PCF comment préjuger pour demain des contours des forces politiques qui émergeront de nouvelles configurations économiques et sociales ». Le sort du PCF serait-il donc scellé, son "avenir" n'étant plus que celui d'une disparition annoncée ? J.-Y. M.

B.Tabuteau, "Recul et avenir du PCF, la diaspora communiste s'exprime", 2011, 421 pages, 24 €.

LIRE

"Liliane est au lycée" !

Longtemps les Français se sont rêvés cultivés. Ils lisaient L'Iliade et L'Odyssee au collège... Désormais, ils confondent une marque de prêt-à-porter avec le Zadig de Voltaire, quand ils ne prennent pas "Liliane est au lycée" pour le chef-d'oeuvre d'Homère... La culture serait-elle donc passée de mode ?

Extraits de la conclusion de l'auteur :

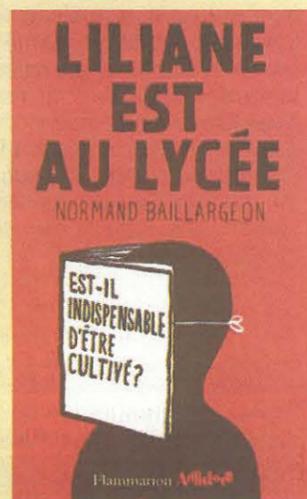
"A ceux et celles qui, comme moi, font ce pari de la culture, on fait souvent, par-delà toutes les difficultés que j'ai recensées, cette objection que l'on veut décisive : l'idée que la culture et l'éducation nous rendent meilleurs est erronée et trompeuse.

Car après tout, dira-t-on, ce sont bien des générations d'humains éduqués qui nous ont conduit là où nous en sommes, depuis cet état de guerre permanent dans lequel se maintient l'humanité jusqu'aux assauts soutenus contre l'environnement en passant par les risques de conflit nucléaire.

Devant ce saccage planétaire auquel nous nous livrons depuis toujours avec une confondante et désespérante assiduité, parler de culture générale peut sembler bien frivole. Pourtant je ne pense pas que l'espoir placé en la culture et en l'éducation soit déraisonnable.

D'abord, très simplement, parce que nous n'avons que ces seules armes à opposer au désastre. Ensuite, parce que ce sombre portrait néglige ce que peut être la culture, ce qu'elle a pu hier et qu'elle peut encore accomplir demain, pour d'innombrables personnes et collectivités. La culture, le savoir, l'éducation, peuvent donner des idées de liberté et de changement, et le courage de lutter pour elles. Comme l'écrivait Victor Hugo : « Qui que vous soyez qui voulez cultiver, vivifier, édifier, attendre, apaiser... mettez des livres partout. »

N.Baillargeon, *Liliane est au lycée, est-il indispensable d'être cultivé ?*, Flammarion, collection Antidote, 120 p., septembre 2011, 8 €.



VOIR...

Faire le MUR

Depuis début novembre et jusqu'au 8 janvier 2012, le Lieu Unique donne à voir le graffiti. Un art longtemps méprisé qui prend sa source dans les années soixante aux Etats-Unis et dont sont issus de grands artistes contemporains tels Jean-Michel BASQUIAT. Cette exposition en collaboration avec le Mucem (Musée des civilisations Europe méditerranée) présente une centaine d'œuvre. En plus des œuvres exposées un certain nombre d'interventions auront lieu au cours des 3 mois d'expo.



Le lieu Unique - Quai Ferdinand Favre
www.lieuunique.com

MÉDIAS

Une "diversité insuffisante"

"La diversité dans les rédactions n'est pas suffisante" : c'est les conclusions d'un colloque organisé à Lille avec plusieurs journalistes et représentants d'associations, sous l'égide du Conseil de l'Europe, et qui ont été publiées jeudi. Cette première rencontre nationale du programme MARS s'est déroulée les 14 et 15 novembre à Lille sur le thème "Médias, diversité et racisme dans le sport", organisée par le SNJ-CGT avec le soutien de la Fédération européenne des jour-

nalistes. "L'accent a été mis sur les nécessités de recrutement de journalistes issus des minorités visibles dans les écoles de formation au journalisme. Néanmoins, il est apparu que la diversité dans les rédactions n'est pas suffisante pour assurer une réelle diversité dans le traitement de l'information", selon les conclusions de ce colloque qui s'inscrit dans le programme MARS

(Media et antiracisme international) lancé en janvier 2010 par le Conseil de l'Europe. Les participants au col-

loque de Lille - une trentaine de journalistes, des représentants d'associations et des personnalités sportives comme l'ex-



ont également insisté sur la nécessité de "donner la parole à tous les citoyens en veillant à l'expression de la diversité".

Quatre colloques similaires sont prévus en Espagne, Pologne, Danemark et Bulgarie, avant l'organisation d'une rencontre européenne, qui devrait avoir lieu à Birmingham en mai 2012.

près de vous

Non à un impôt sur notre santé !

Une mutuelle n'est pas un signe extérieur de richesse ! Les mutuelles adhérentes à la Mutualité Française lancent une pétition pour obtenir du gouvernement le retrait de la taxe sur les contrats santé solidaires et responsables. Ce nouvel impôt dégrade l'accès aux soins et la protection sociale des Français. Non à la dégradation de l'accès aux soins. Le gouvernement a décidé de doubler la taxe sur les contrats santé solidaires et responsables ! Les mutuelles sont des organismes à but non lucratif. Tout l'argent des cotisations de leurs adhérents est consacré à l'organisation de leur protection sociale. Elles ne versent pas de dividendes à des actionnaires. Taxer les mutuelles, c'est taxer 38 millions de Français. **C'est dangereux : de plus en plus de nos concitoyens renoncent aux soins pour des raisons financières.** Ce nouvel impôt a pour effet implacable de dégrader ou d'empêcher l'accès aux soins. C'est injuste : alors que le taux de remboursement par la Sécurité sociale des soins de ville (médecine générale, optique, dentaire...) est descendu à 55%, avoir une mutuelle est aujourd'hui essentiel pour chaque foyer.

Université de Nantes

A l'issue d'une démarche de large concertation, la Région des Pays de la Loire a récemment adopté son « schéma régional des jeunesse » pour la période 2011-2016. Pour remplir ces objectifs, ce schéma souligne la nécessité de construire une vision partagée et une stratégie collective entre les différents acteurs de l'enseignement supérieur. C'est dans ce contexte que s'est tenue le 17 novembre la première « Conférence régionale de l'enseignement supérieur », à laquelle assistait Aymeric Seassau, Conseiller régional chargé de la vie étudiante. **A l'heure actuelle, plusieurs universités éprouvent des difficultés à présenter un budget en équilibre pour 2012.** Le 16 décembre prochain, le conseil d'administration de l'Université de Nantes présentera un budget en déséquilibre. Les causes du déficit tiennent au transfert de charges non compensées par l'Etat, et aux conséquences de l'autonomie des universités contre laquelle les étudiants se sont farouchement battus.

Congrès des maires

Au 94ème congrès des maires de France qui s'ouvre aujourd'hui au parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, **les inquiétudes des édiles sur l'avenir de leur territoire se multiplient.** Les difficultés auxquelles ils se heurtent pour répondre aux besoins de leurs populations s'accroissent. La révision générale des politiques publiques, qui diminue d'année en année la présence et l'efficacité des services de l'Etat, handicapent l'action des collectivités locales. Quand ce n'est pas, comme c'est le cas avec l'éducation nationale, la justice, la santé ou la police. Une diminution telle de moyens et de personnels que ces services publics sont gravement mis en cause, notamment en milieu rural. Autant de choix politiques qui conduisent les maires à des impasses, ce que les élus communistes combattent et n'acceptent pas.

L'invité

Rencontres nationales de l'ANECCR à Villejuif

Une délégation d'élus de Loire-Atlantique a répondu à l'invitation de l'ANECCR (Association Nationale des Elus Communistes et Républicains) en participant aux rencontres nationales de Villejuif les 19 et 20 novembre (environ 450 participants). A l'issue des travaux un appel à été lancé. Il donne du sens à l'engagement des élus dans la campagne qui s'engage : l'humain d'abord.

Élu(e)s dans les communes, les départements, les régions, aux parlements français et européen, nous vous appelons à constituer sans attendre des assemblées citoyennes du Front de gauche. Car la crise frappe davantage, les ravages du chômage, de la pauvreté s'étendent, la croissance s'effondre, parce que les plans d'austérité s'accumulent ! Le pouvoir utilise sans vergogne le chantage à la dette publique et le poison de la division pour justifier comme seule possible la dictature de fait des marchés financiers en France comme dans toute l'Europe.

Dans chacune de nos communes ou de nos circonscriptions, Ensemble, relevons le défi de nous mêler des affaires publiques. Nous avons besoin d'une gauche qui ne déçoive pas cette fois-ci. D'une gauche qui ose s'attaquer aux vrais privilégiés, ceux des cadeaux fiscaux et des profits.

Il est urgent de rétablir la priorité aux droits humains. Pour reprendre l'initiative sur nos vies, nous luttons pour mettre en place un gouvernement qui combatte le diktat financier des banques et des marchés, avec un pôle public bancaire hors spéculation. Nous agissons pour une révolution fiscale et salariale afin d'éradiquer la pauvreté et relancer l'économie par la justice sociale et un service public développé et modernisé. Nous projetons d'instituer une véritable sécurité sociale de l'emploi et de la formation, un nouveau mode de développement respectueux de l'Homme et de l'environnement. Nous voulons un gouvernement qui fasse de l'éducation et la culture un véritable investissement national, qui donne sa place au monde associatif, acteur de citoyenneté, de démocratie, d'éducation populaire et de solidarité...

Atteintes aux libertés, ségrégations, sexisme, racisme, xénophobie, homophobie doivent être bannis de la République que nous voulons, porteuse d'émancipation humaine, donnant les moyens à chacun d'être maître de sa vie. La réforme des territoires doit être abrogée, et il faut y opposer une démocratisation générale, avec des pouvoirs aux citoyennes et aux citoyens comme aux salarié(e)s.

Le chantier d'une VIe République déprésidentialisée est à investir sans délais.

Voilà pourquoi, nous, élu(e)s communistes et républicains, nous vous appelons à la résistance et aux fronts des luttes pour mettre en échec les mauvais coups qui pleuvent et à faire irruption dans le débat politique par ces assemblées citoyennes. Des assemblées, des ateliers qui décident avec les candidat(e)s du Front de gauche aux législatives, autour du candidat commun Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, des formes pour agir, contribuer à battre Sarkozy, en finir avec les politiques de droite et réussir à gauche.

Avec le Front de gauche, imposons l'humain d'abord.

ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉLUS
COMMUNISTES ET
RÉPUBLICAINS



L'activité

Nantes

Plan de rigueur : effets dévastateurs pour le logement social !

Alors que les marchés financiers n'en finissent plus d'imposer leurs volontés aux peuples, en France François Fillon vient d'annoncer son nouveau plan de rigueur. Celui annonce une hausse de la TVA de 5.5 à 7% dans de nombreux domaines, y compris le logement ! Cette hausse significative aura des conséquences concrètes et directes sur les capacités des organismes à construire, réhabiliter et gérer les logements sociaux. Dans une période marquée par la quasi-disparition des aides aux offices HLM et après une ponction fiscale de 245 millions d'euros sur leurs trésoreries (environ 4 millions pour Nantes Habitat), cette nouvelle mesure confirme que ce gouvernement a définitivement renoncé à œuvrer en faveur du droit au logement en France. Il met ainsi en place les conditions d'une disparition progressive de l'offre de logement social, seul outil permettant encore de loger des millions de français dignement et à mesure de leurs moyens. C'est ainsi que Marie-Annick Benâtre élue à la ville de Nantes et membre du conseil d'administration de Nantes habitat a interpellé le gouvernement : « C'en est trop. Élus, bailleurs sociaux, collectivités territoriales, locataires, amicales... Ensemble nous devons forcer le gouvernement à revenir sur une décision catastrophique pour les locataires, qui, si elle était adoptée, aurait pour effet d'augmenter leur loyer, alors que nombre d'entre eux sont victimes d'une précarité préoccupante ».

Dans ce cadre il est inacceptable de proposer de bâtir un budget national en sollicitant les plus modestes en exerçant pression fiscale supplémentaire sur le logement social. Nous refusons cette injustice."

Région

Changements d'horaires : la Région, solidaire des usagers.

L'Etat et le Réseau Ferré de France (RFF) ont décidé d'engager au niveau national une démarche de cadencement à marche forcée du réseau au 11 décembre prochain, malgré les réserves initiales de la SNCF et contre l'avis des Régions. Le cadencement est une démarche dont l'objectif est de construire des grilles horaires systématiques et plus lisibles pour les voyageurs. Les trains sont alors cadencés selon des « horloges » (départ des trains à une minute précise : 6h01, 7h01...) : Les acteurs sont globalement favorables à cette démarche mais en aucun cas dans la précipitation. Quant à elle la Région Pays de la Loire est l'une des quatre Régions françaises qui a pris la décision de remettre à plus tard le cadencement de son réseau ferroviaire pour attendre la mise en service, en 2017, de la LGV sur son territoire. « Il n'est pas envisageable pour nous de désorganiser le service horaire deux fois en quatre ans » explique Gilles Bontemps, vice-président en charge des transports. Malgré cette décision, les usagers des Pays de la Loire sont lourdement impactés par le cadencement : les contraintes en cascade d'une région à l'autre aboutissent au repositionnement horaire de 80 % des trains au 11 décembre prochain. La mise en place de ces nouveaux horaires suscite inquiétude et mécontentement de certains usagers. La Région des Pays de la Loire cherche donc par tous les moyens possibles à minimiser au maximum les conséquences négatives pour les Ligériens. Elle a ainsi décidé d'agir concrètement en créant 15 trains régionaux supplémentaires et plus de 100 nouveaux arrêts quotidiens.

Bouguenais

En 2030, enjeux et perspectives.

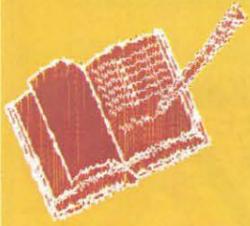
A l'heure où l'agglomération nantaise et la ville se penchent sur leur avenir à l'horizon 2030, la municipalité de



Bouguenais, ses élus et ses habitants ont entamé à leur tour un cycle de débat et de réflexion sur les principaux enjeux liés à cette question. C'est ainsi que la commune souhaite participer à cette démarche innovante et y apporter des éléments. En effet, Bouguenais qui se situe entre deux villes très urbanisées, Rezé et la Montagne et qui possède encore 500 Ha de terres agricoles est confronté à des enjeux spécifiques, liés notamment à son augmentation continue de population (2000 nouveaux habitants en 4 ans). Plusieurs sujets ont ainsi pu être abordés, comme la densification de l'habitat, la préservation de l'agriculture périurbaine, le développement des zones d'activités, espaces libérés par le transfert de l'aéroport ou les transports publics. C'est ainsi que Valérie Villemaine, adjointe au maire de Bouguenais a pu participer à ces réflexions, vigilante aux conditions de vie des habitants elle a ainsi pu insister sur l'importance du développement cohérent de l'agglomération ainsi que sur l'extension d'offres de services publics pour construire une agglomération vectrice de développement et de progrès.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Presqu'île guérandaise

Jeudi 1^{er} décembre : Assemblée générale de la section à 18H00, foyer des anciens Emile Thibaut au Croisic.

Val de Loire

Vendredi 2 décembre : Assemblée générale de la section à 18H00, espace corail à Ancenis.

Fédération

Mardi 6 décembre : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Front de Luttes

Mercredi 7 décembre : Lancement du Front de Luttes en Loire-Atlantique avec Didier LE RESTE.

Nantes

Vendredi 9 décembre : Banquet de la section, salle Emile Péhant à partir de 19H00.

La crise en débat, au "Bistrot" du coin

Mardi 22 novembre, la cellule locale du PCF de Savenay invitait à son 16^{ème} Forum citoyen, au café Le Bistrot, à partir de l'interrogation : « **Est-ce à nous de payer leur crise ?** ». Une dizaine de participant(e)s - dont près d'une moitié de non-communistes - ont vivement échangé, après un exposé remarqué d'André Maurice, économiste et sociologue nantais.

Au-delà du discours dominant des médias, dans un contexte de pré-campagne électorale, l'occasion de prendre un peu de recul et de champ historiques, **pour souligner les dégâts de la contre révolution néo-libérale et de la crise générale du capitalisme financier mondialisé.** Après qu'ils aient sauvé les banques, les États se disent maintenant endettés, et tentent de maquiller la crise du capitalisme en crise de la dette, de l'Euro et de l'Europe.

Il faut s'extraire de la **pression médiatique sur les fluctuations au jour le jour des marchés et les chantages des agences de notation**, pour pouvoir montrer les divergences de perspectives offertes : ou l'**enfoncement dramatique dans le scénario ultralibéral, avec ses tendances d'autoritarisme populiste ; ou la remise en cause de l'impuissance délibérée de la BCE et du statut de l'Euro, de monnaie unique en monnaie commune ; ou une remise en cause radicale du capitalisme, par une "démondialisation" à bien mesurer.**

Des sujets certes réputés et effectivement difficiles, mais qui exigent de tels efforts démocratiques d'éducation populaire à la base, auxquels les participant(e)s se sont dit tout disposé(e)s. Des livres sur le sujet, proposés en dépôt par la Maison de la Presse locale, ont été achetés pour plus de 50 €

Assemblée générale des vétérans



L'amicale des vétérans de notre fédération a tenu son assemblée générale le 22 novembre à la Génestrie au Gavres en présence d'Aymeric Seassau et de Daniel Renard, président national. La matinée fut consacrée à un large tour d'horizon de la situation politique nationale et internationale (très dense depuis plusieurs mois). Une courte analyse du récent résultat des élections en Espagne et un rap-

pel à l'expérience des partis communistes Espagnols et Italiens, ont conduit les vétérans à **réaffirmer que pour garantir la démocratie, l'existence d'un parti communiste, fort, rassemblé et organisé est nécessaire dans notre pays.**

Conscients qu'il faut en finir avec la dictature des puissances financières, **les vétérans se sentent pleinement investis dans la mobilisation, la plus large possible, pour qu'au delà d'un changement de pouvoir les citoyens puissent enfin, intervenir et peser sur les grandes décisions** qui concernent leur avenir. C'est dans ce cadre qu'ils font partager le programme du front de gauche **l'Humain d'abord** porteur de l'exigence d'une véritable démocratie sociale.

Au cours de cette réunion il a été émis le souhait de mettre en place un collectif ouvert à d'autres que les vétérans, pour dégager de nos archives les éléments marquants de la vie militante dans notre département et ainsi petit à petit écrire l'histoire de la fédération et celle des communistes dans les grands mouvements sociaux. La discussion s'est poursuivie autour du traditionnel repas fraternel.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
André MAURICE
Robin SALECROIX



Vite lu...

Huma café

Pour la plupart, Jean Jaurès est cette grande figure socialiste assassiné en juillet 1914 pour avoir dénoncé l'absurdité de la 1^{ère} guerre mondiale. Député, journaliste fondateur de l'Humanité, orateur et rédacteur extraordinaire, son engagement pour le peuple le conduit à proposer des réformes visionnaires qui seront à l'origine de nombreuses conquêtes sociales.

Aujourd'hui encore, sa vie, ses écrits, sa pensée influencent les idées et la vie politique. L'écrasement des travailleurs, l'humiliation des citoyens, l'effacement des Hommes, la destruction du bien commun et du sentiment collectif, la remise en cause des acquis sociaux sont d'actualité. Jean Jaurès demeure en cela un personnage moderne.



JAURES JOURNALISTE :

UNE ACTUALITE DYNAMIQUE
POUR LA GAUCHE

Avec Charles Silvestre

Journaliste, Secrétaire de la Société des amis de l'Huma

Vendredi 2 décembre
18H00

au Salon de Musique du Lieu Unique
à Nantes

se révoltent en vain.

Et pourtant, ils feraient bien de regarder de plus près les scores des législatives espagnoles. La contre offensive évolue : le vote en

« **Les discours sur le nécessaire bipartisme a bien été compris par la jeunesse qui ne s'y trompe pas...** »

complément de la rue. **Izquierda Unida devient la troisième formation politique espagnole** en termes de voix avec plus de 700.000 scrutins supplémentaires. Les discours sur le nécessaire bipartisme ont bien été compris par la jeunesse qui ne s'y trompe pas...

« Nous pouvons nous attendre à

un grand mouvement social » affirme Manolo Nolla, un des indignés. Parallèlement à cela, le 17 novembre, au niveau européen, les organisations étudiantes progressistes ont rappelé la nécessité de lutter contre la casse de l'université opérée par l'union européenne et les gouvernements nationaux. En effet, le traité de Lisbonne et le processus de Bologne visent à établir une concurrence entre les étudiants et entre les universités, excluant toujours plus et soumettant l'éducation à l'arbitraire des marchés. En plus d'une éducation publique, gratuite et laïque, ils exigent de meilleures conditions de vie, un savoir au service du bien commun et une logique de solidarité plutôt que d'élitisme. Oui, nous pouvons nous attendre à de grands mouvements sociaux et la jeunesse

prendra sa part car elle sait qu'il n'existe qu'une solution à ses problèmes, c'est-à-dire : libérer les peuples de l'exploitation capitaliste.



La contre offensive

Par Gauthier LORTHIOIS

Les libéraux et les médias considéraient les mouvements de jeunesse avec la complaisance que l'on a pour ceux qui